

FIL ROUGE

Nouvelle présidence

Un trio prêt à relever les défis!

PAGE 10

Votations

Non à l'Initiative sur
la neutralité!

PAGES 6-7



JAB
CH-1003 Lausanne
Poste CH SA

12%: L'ARNAQUE!

Seuls les plus riches profiteront
des baisses fiscales. Mais tout
le monde en paiera le prix.

PAGES 3-4

JOURNAL DU PARTI
SOCIALISTE VAUDOIS
N° 27 – SEPTEMBRE 2026



12% ou l'amateurisme de la droite

édito Le 27 septembre, les Vaudoises et les Vaudois auront un choix clair à faire: défendre des services publics solides ou valider l'amateurisme financier de la droite avec son initiative 12%.

Derrière le slogan d'une baisse d'impôts pour toutes et tous, la réalité est brutale: cette initiative est une arnaque fiscale taillée sur mesure pour les plus riches. Parce que la baisse est calculée en pourcentage, plus on gagne, plus on possède, plus on reçoit. Sur l'impôt sur la fortune, 85% du cadeau iraient aux 10% les plus fortunés, alors que 70% de la population n'en verrait pas la couleur. Sur le revenu, les trois quarts de la baisse profiteraient au quart des contribuables les mieux payés. Voilà la justice fiscale selon le PLR et l'UDC: beaucoup pour ceux qui ont déjà tout, presque rien pour les classes moyennes et populaires.

Mais le pire, c'est que la droite ose présenter cela comme responsable. Depuis 2022 et qu'elle dirige ce canton, les budgets sont déficitaires. Et que propose-t-elle? Retirer encore

près de 300 millions par année à l'État de Vaud dès 2027, sans jamais dire où elle coupera. Dans les transports publics? Dans les subsides maladie? Dans l'école? Dans l'accueil de jour? Dans la santé? Ils promettent un cadeau fiscal et cachent la facture.

Car 300 millions, ce n'est pas une ligne comptable abstraite. C'est quinze fois les coupes envisagées à l'été 2025 dans toute la santé régionale. C'est une attaque directe contre les prestations dont la population a besoin au quotidien. Leur initiative est une aventure dangereuse.

La droite vaudoise aime se présenter comme le camp de la responsabilité. Avec 12%, elle démontre surtout son amateurisme: une politique de slogans, de cadeaux aux plus fortunés et de coupes pour les autres. Le 27 septembre, refusons cette aventure néolibérale ayant pour but la privatisation du service public. Rejetons clairement l'initiative 12%.

■ LARA MARTELLI, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS

FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant·es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur·trices à l'adresse: redaction@ps-vd.ch

IMPRESSUM

Responsable: Lara Martelli

Rédaction: Klenam Honkou, Deborah Intelisano, Francine Jeanprêtre, Louis Mathieu, Frédéric Maye, Bernard Morel, Virginie Pilault, Raymond Spira, Donato Stasi, Tamina Wicky

Editeur: Parti socialiste vaudois

Adresse: Chauderon 5, 1003 Lausanne

Contact: 021 312 97 57 redaction@ps-vd.ch

Maquette: Stéphanie Tschopp www.madamepasteque.ch

Impression: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

Abonnement: 25 francs

Parutions: 4 parutions annuelles

Hommage à Jean Ziegler

carnet noir Je pense que TOUS les 60+ partagent la tristesse d'avoir perdu «un pur» luttant contre un système et une droite qui ne lui fit aucun cadeau. Presque un honneur pour lui qui fut un visionnaire lucide d'un système bien rodé où la puissance de l'argent est la seule référence vénérée qui rend aveugles et (trop) souvent soumis.

En tant que Présidente de la commission qui examinait la levée de son immunité parlementaire, j'ai pu lui sauver la mise en tranchant en sa faveur (10 contre 10), ce qui me fut reproché par la droite qui ferrailla de façon féroce contre lui. Les Chambres ont plus tard tranché contre lui en levant son immunité. C'était l'affaire Gaon à Genève, le procès, et les lourdes charges financières pour Jean.

Ce camarade si amical a été l'exemple du battant toujours fidèle à sa ligne, luttant contre les injustices, bon orateur, clivant les lignes de front sans lassitude. Frappant juste.

Aimable, drôle parfois (car mieux vaut en rire...), il mordillait ses lunettes en se demandant «s'il pouvait aller jusque-là...!!». Mais oui, «adelande»!!

La droite, jusqu'à son dernier souffle, aura avalé beaucoup de vérités indigestes.

Jean va manquer à beaucoup, mais il restera dans l'histoire.

– Francine Jeanprêtre

Sommaire

édito 12% ou l'amateurisme de la droite ► PAGE 2 — **carnet noir** Hommage à Jean Ziegler ► PAGE 2 — **poing fort** 12%: l'arnaque! | C'est une question d'égalité des chances ► PAGES 3-4 — **actualités** Patientes et patients à la ca(i)sse! ► PAGE 5 — **votations** La neutralité suisse est-elle un symbole national ou un enjeu de politique étrangère? | L'initiative sur l'alimentation: volonté de souveraineté ou excès de contraintes? ► PAGES 6-7 — **actualités** Cadres au chômage: ne gaspillons pas l'expérience! | «Le sport médiatisé est un sacré levier» ► PAGES 8-9 — **vie du parti** Un trio prêt à relever les défis! | «... On y va et on y arrivera», un recueil d'articles d'Ernest-Paul Graber | FEMINISTA: quand la broderie devient un acte politique ► PAGES 10-11 — **portrait** Chantal Calpini Moret ► PAGE 12

12%: l'arnaque!

votation cantonale L'initiative appelée à tort «une baisse d'impôt pour tous», sur laquelle nous voterons le 27 septembre, est mensongère. Seuls les plus riches en profiteront. En revanche, tout le monde en paiera le prix. Car l'Etat ne peut pas se priver de 300 millions sans couper dans les prestations à la population.

Souvenez-vous. Décembre 2025. Il y a un peu moins d'un an. Dans le froid et l'obscurité, presque chaque soir, des milliers de manifestant-e-s crient leur indignation dans la rue. En cause: des coupes budgétaires prévues par le Conseil d'Etat pour un peu plus de 300 millions. Des services à la population disparaissent, une contribution de crise est demandée aux fonctionnaires. Ce que propose l'initiative des 12%, c'est bis repetita. L'Etat de Vaud est en difficultés financières. Le Conseil d'Etat veut couper dans des services essentiels à la population, comme la santé. Au lieu de chercher des ressources supplémentaires, on s'en prive! On marche sur la tête.

On n'en verra pas la couleur

Pourtant, le risque est grand que cette initiative soit acceptée: le pouvoir d'achat des ménages à revenus moyens et modestes a tellement chuté que la perspective d'économiser ne serait-ce que quelques centaines de francs par année paraît séduisante. La vérité, c'est que près des trois quarts des vaudois-e-s ne verront pas la couleur de ces baisses fiscales.

L'initiative est faite par les plus riches, pour les plus riches.

Elle profite essentiellement

à ceux qui payent l'impôt sur la fortune.

Elle rapportera beaucoup à ceux qui gagnent beaucoup, rien à ceux qui gagnent peu.

Les impôts ont déjà baissé

Le Grand Conseil a déjà adopté une baisse d'impôts de 7% en décembre 2024. L'initiative ne fera donc baisser l'impôt sur le revenu que de 5% par rapport à la situation actuelle.

5%, ce n'est pas rien, me direz-vous! Et bien si, pour les revenus modestes ou moyens, ce sera rien, ou presque. Un salarié avec un revenu de 450 000 francs par an profitera d'une baisse d'impôt de 5100 francs par an (en a-t-il vraiment besoin?). Une famille à revenu moyen avec deux enfants, en revanche, bénéficiera d'une baisse 1000 fois moins importante: 430 francs par an. L'arnaque!

Une initiative dépassée

L'initiative des 12% a été lancée en 2022. Le contexte était bien différent. Depuis 3 ans, le canton présente un budget déficitaire. Un déficit de près de 300 millions est annoncé pour 2026, avec des prélèvements sur les provisions et réserves à hauteur de plusieurs centaines de millions de francs. Mais les initiant-es n'ont pas changé leur discours. Ils nient l'évidence et parlent avec aplomb d'une mesure «parfaitement absorbable par les finances de



©Comité unitaire

l'Etat». Les mêmes, donc, qui prônaient l'austérité la plus absolue quand il s'agissait de couper dans les prestations publiques l'hiver passé!

Clairement, cette initiative n'est plus d'actualité. Pire: elle est en total décalage avec les réalités budgétaires vaudoises actuelles. De toutes nos forces, nous allons devoir l'expliquer

et le réexpliquer autour de nous cet été. Pour obtenir un non franc et massif le 27 septembre.

■ VIRGINIE PILAULT

C'est une question d'égalité des chances

votation cantonale L'initiative 12% aura des conséquences dramatiques sur celles et ceux qui n'auront pas les moyens de recourir au privé pour compenser la baisse des prestations publiques. Le point avec notre vice-présidente Ludivine Barthélémy.

Le Parti socialiste vaudois fait campagne contre l'initiative 12%. La droite nous rétorque que nous serions contre l'amélioration du pouvoir d'achat des gens. Comment vois-tu les choses?

Je comprends que chacun ait envie de payer moins d'impôts. De prime abord, la tentation peut être grande, parce qu'on a l'impression d'améliorer son pouvoir d'achat. Mais il ne faut pas oublier que les impôts financent des prestations dont nous profitons toutes et tous: l'école, les soins, les routes, le maintien à domicile des personnes âgées ou encore les transports publics. Les impôts ne devraient donc pas être perçus comme une charge, ils sont un investissement dans notre qualité de vie.

Qu'est-ce qui se joue vraiment derrière cette votation du 27 septembre?

En somme, la vraie question n'est pas de savoir si l'on paie un peu moins d'impôts aujourd'hui, mais qui paiera la facture demain. Il faut plutôt se demander quels services accepte-t-on de supprimer ensuite? Aujourd'hui, le canton doit déjà réaliser des économies et nous l'avons vu lors

du dernier budget, les coupes touchent rarement ceux qui peuvent en supporter les conséquences et les personnes les plus aisées peuvent souvent compenser en achetant des prestations privées. Les autres n'ont pas cette possibilité.

«Une baisse d'impôts ne fait pas disparaître les coûts. Elle décide simplement qui les paiera.»

Ludivine Barthélémy

Dans ta vie de tous les jours, comment penses-tu que 12% se traduira concrètement?

J'ai eu la chance d'avoir une bourse d'études qui m'a permis de pouvoir faire le métier pour lequel je portais de l'intérêt. Déjà à l'époque, je voyais une grande différence entre les étudiant-e-s issu-e-s de familles aisées et les plus modestes. Je devais travailler à côté de mes études et jongler entre mon travail, mes heures de cours et les apprentissages à faire à la maison. Sans cette bourse, je n'aurais simplement pas pu y arriver. C'est une question d'égalité des chances.

Et dans ton travail ?

En tant que travailleuse sociale, j'ai vu des personnes renoncer aux soins faute de moyens, des personnes perdre espoir faute de soutiens adaptés. J'ai vu des turn-over dans les équipes, des burn-out, car tout le monde était à bout. Il

faut prendre conscience que lorsque les aides diminuent, les problèmes deviennent plus graves, plus complexes... et finalement beaucoup plus coûteux pour la collectivité, sans compter les dégâts humains horribles que cela engendre.

Tu viens de la Broye, selon toi, quelles seront les conséquences pour les zones périphériques?

Toutes les communes n'ont pas les mêmes ressources fiscales. Certaines accueillent davantage d'entreprises ou de contribuables très aisés, d'autres non. Le rôle du canton est justement d'assurer un équilibre entre les territoires afin que chacun puisse accéder



Ludivine Barthélémy @PSV

à des prestations de manière équitable.

À ce stade, il faut se poser les bonnes questions: voulons-nous vraiment des lignes de bus moins fréquentes, des classes regroupées, des places de garde qui diminuent, des offres culturelles qui disparaissent ou des communes qui renoncent à certains projets? La liste est longue. C'est dès aujourd'hui qu'il faut se poser ces questions.

Pour toi, quel doit-être le discours du PS sur ces sujets?

Nous sommes favorables à une utilisation rigoureuse et transparente de l'argent public. Chaque franc dépensé doit être utile et pouvoir être évalué. Mais nous refusons de confondre efficacité et démantèlement des prestations.

Derrière une baisse d'impôts, il y a toujours quelqu'un qui perd quelque chose. Une baisse d'impôts ne fait pas disparaître les coûts. Elle décide simplement qui les paiera. J'espère que chacune et chacun votera en connaissance de cause.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR LOUIS MATHIEU

Patientes et patients à la ca(i)sse!

santé Surtaxe aux urgences, hausse de la franchise minimale: une même logique qui fait payer les malades et fragilise l'accès aux soins.



© Maria Ionova | Unsplash

A en croire le préambule de notre Constitution fédérale, la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres. Cette formule tant galvaudée semble avoir aujourd'hui perdu de sa superbe dans les entrailles de la Berne fédérale. Alors que la droite au Parlement propose l'introduction d'une surtaxe de cinquante francs pour les consultations aux urgences prétendument évitables, le Conseil fédéral met en consultation un projet de hausse de la franchise minimale, passant ainsi de 300 à 400 francs. Deux mesures différentes, mais une même logique: si les coûts de la santé augmentent, c'est encore aux patientes et patients qu'on demande de passer à la caisse.

De fausses solutions qui aggravent de vrais problèmes

Il est bien sûr illusoire de

penser que payer davantage guérira les malades. En revanche, des tarifs toujours plus prohibitifs encourageront les patient-es à se priver de soins. Une personne qui hésite à consulter pour des raisons financières ne sera pas en meilleure santé. Elle risque simplement d'arriver plus tard, avec une situation aggravée et des coûts encore plus importants. Économiquement comme socialement, augmenter les coûts pour les patient-es est une mauvaise idée.

L'ombre d'une médecine à deux vitesses

Derrière ces augmentations, jugées plutôt faibles selon certain-es, se cache le risque d'une société toujours plus divisée. Pour les ménages les plus aisés, cinquante francs de plus ou une franchise relevée de cent francs resteront absorbables. Pour une famille aux revenus modestes, une personne

retraîtée ou un-e étudiant-e, ces montants peuvent constituer un obstacle bien réel. Les plus favorisé-es continueront à consulter dès les premiers symptômes. Les autres attendront, parfois jusqu'à ce qu'il soit trop tard. La santé ne devient alors plus un droit garanti à toutes et tous, mais progressivement un bien réservé à celles et ceux qui en ont les moyens.

La maîtrise des coûts de la santé est un enjeu réel, mais elle ne peut se faire sur le dos des patientes et des patients. Les véritables leviers se trouvent ailleurs: dans une meilleure prévention, dans une régulation plus efficace des prix des médicaments et, plus largement, dans un financement plus solidaire de notre système de santé, notamment au travers d'une caisse publique. Une société solidaire ne demande pas aux personnes

malades de payer davantage pour se soigner; elle s'assure que chacune et chacun puisse accéder aux soins selon ses besoins, et non selon l'état de son portefeuille. C'est à cette condition que nous resterons fidèles à la promesse inscrite au cœur de notre Constitution.

■ DEBORAH INTELISANO

La neutralité suisse est-elle un symbole national ou un enjeu de politique étrangère?

votation fédérale Portée par Pro Suisse et des figures de la droite souverainiste proches de l'UDC, l'initiative «sauvegarder la neutralité suisse» demande l'inscription dans la Constitution fédérale d'une définition stricte de la neutralité.

Si les partisan-es du texte, soumis à votation le 27 septembre 2026, y voient un gage d'indépendance et de crédibilité sur les plans national et international, ses opposant-es redoutent une restriction inutile de la politique étrangère helvétique et un affaiblissement de sa capacité d'action. Le Conseil fédéral recommande son rejet, sans contre-projet, estimant qu'une neutralité rigide réduirait la marge de manœuvre diplomatique du pays. Pour sa part, la commission de politique extérieure du Conseil des États soutient une neutralité souple et adaptée au droit international.

Le débat cristallise une fracture politique entre deux visions de la Suisse: celle qui privilégie la clarté et la continuité et celle qui défend une neutralité pragmatique, non figée et au service des intérêts nationaux. Entre ces deux approches juridique et géopolitique, Benoît Gaillard, Conseiller national socialiste décrypte, ci-dessous, les enjeux de l'initiative:

Le signe d'une fracture politique au sein de la

droite

C'est l'Ukraine qui a été le déclencheur, même si l'on sait que l'idée d'ancrer une neutralité absolue dans la Constitution circule dans les milieux d'extrême droite depuis la fin de la guerre froide. Le lancement de l'initiative a eu lieu après la reprise de sanctions suisses contre des oligarques, des dirigeant-es et des grandes sociétés russes. Il faut savoir qu'il y a un conflit au sein du patronat et de la droite suisse. Une partie souhaite une intégration au monde dominé par les Etats-Unis, que ce soit par idéologie ou pour bénéficier, croient-ils, de protections et d'accès aux marchés - notamment financiers - garantis. Une autre veut pouvoir commercer avec tout le monde et tout vendre, y compris des armes. Avec l'initiative, une partie de la droite a cherché à reprendre l'ascendant dans ce rapport de force. C'est un signal implicite à la minorité qui pense que la Russie est dans son bon droit.

L'effet essentiel de l'initiative serait que la Suisse ne pourrait reprendre aucune sanction



Les initiant-es défendent une neutralité lâche et faible, qui traite tout le monde strictement de la même manière indépendamment des actes et des responsabilités. Elle n'est pas dans l'intérêt de la Suisse qui a besoin d'un ordre international basé sur des règles et du droit. Aujourd'hui, la Suisse s'abstient de prendre part à des conflits et ne rejoint pas d'alliances de défense à l'international. Mais sa neutralité n'a de cesse évolué. Durant la guerre froide, elle était alignée sur le bloc de l'Ouest. Aujourd'hui, elle reprend certaines sanctions contre la Russie. C'est exactement ce dont nous avons

besoin: une neutralité politiquement évolutive au service du droit international et qui réponde aux souhaits et aspirations du peuple suisse. Mais cette initiative pourrait empêcher la Suisse de reprendre des sanctions décidées par l'ONU, composée de grands pays disposant du droit de veto. Elle restreindrait massivement le pouvoir du Parlement et du Conseil fédéral de réagir aux nouvelles situations mondiales.

Tout le monde a trouvé normal que la Suisse condamne les attaques du 7 octobre 2023. Aujourd'hui, il faudrait qu'elle condamne avec fermeté et ri-

gueur les actes insupportables d'Israël depuis des années à Gaza et en Cisjordanie. En cas d'acceptation, elle ne pourrait ni sanctionner Poutine, le Hamas, encore moins le gouvernement extrémiste israélien! La Suisse deviendrait une plaque tournante pour les régimes

La neutralité stricte exclurait la Suisse des débats internationaux

L'application de l'initiative de Pro Suisse signifierait une inaction programmée de la Suisse face aux événements du monde. Le signal envoyé par la Suisse à l'UE, à l'OTAN et à ses

dorénavant sans elle et la manière dont nous participons aux travaux de l'ONU devrait probablement être considérablement restreinte.

D'ailleurs, c'est une illusion de croire que la Suisse a déjà été parfaitement neutre. Elle a toujours négocié sa position pour assurer sa sécurité, ses intérêts et la défense d'un monde basé sur les règles plutôt que la seule loi du plus fort. Il ne faut donc pas accepter l'idée qu'une neutralité absolue serait la condition nécessaire d'une position de médiation. Une neutralité qui s'adapte est un élément, l'autre est l'entretien d'un réseau diplomatique de qualité - et nous pouvons être fier-ères, à cet égard, des fonctionnaires du département des affaires étrangères qui, indépendamment des mauvaises

orientations données par M. Cassis, sont d'excellents diplomates, - le soin apporté à une image forte dans le monde, et enfin le maintien d'infrastructures pour la paix. La gauche défend régulièrement au Parlement, contre des velléités d'économie, des programmes de soutien au positionnement international de Genève. C'est bien plus utile que cette initiative qui forcerait la Suisse à pratiquer une neutralité de pleutre face aux régimes qui abusent de leur pouvoir. Elle est donc contraire aux intérêts de notre pays, au devoir moral que nous avons de nous tenir aux côtés des peuples agressés, et à notre liberté démocratique future.

■ KLENAM HONKOU

«Les initiant-es défendent une neutralité lâche et faible, qui traite tout le monde strictement de la même manière indépendamment des actes et des responsabilités.»

Benoît Gaillard

sanctionnés, qui essaieraient de passer par elle pour des transactions ou déplacements interdits ailleurs.

voisins serait un retrait de tous les mécanismes visant à faire respecter le droit international. Les partenariats pour la sécurité ou la paix se construiraient

L'initiative sur l'alimentation: volonté de souveraineté ou excès de contraintes?

votation fédérale Le 27 septembre, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative populaire «pour une alimentation sûre».

Porté par un comité citoyen, ce texte jugé ambitieux par ses opposant-es relance le débat sur la dépendance alimentaire de la Suisse et le modèle agricole durable à privilégier.

Déposée par Franziska Herren - déjà à l'origine de l'initiative sur l'eau potable rejetée en 2021 - elle vise une autosuffisance alimentaire de la Suisse de 70%, 10 ans après son acceptation, contre 46% aujourd'hui. Les initiant-es jugent la politique agricole suisse déséquilibrée du fait qu'une majorité des aides fédérales à l'agriculture profite à la production animale au détriment des cultures végétales et regrettent la dépendance suisse aux

importations. Ils réclament un rééquilibrage de la production agricole ainsi qu'une meilleure protection des sols, de la biodiversité et des ressources en eau potable et encadrement strict de l'usage des engrais et des produits phytosanitaires. Toutefois, ils disent ne pas vouloir une agriculture suisse sans élevage.

Deux camps, deux lectures du même problème

Pour ses supporter-ices, la Suisse resterait structurellement vulnérable en cas de crise d'approvisionnement, tout en continuant de peser sur les ressources en eau et en biodiversité. Le camp du non, regroupant des représentant-es

de l'artisanat et de l'industrie agroalimentaire, craint une bureaucratie accrue et une intervention étatique excessive dans la production agricole. Les répercussions toucheraient les agriculteur-ices et de nombreuses PME de la chaîne alimentaire. Le texte n'est soutenu par aucun parti national et n'a pas de représentant-e romand ni tessinois au sein de son comité.

Un rejet unanime des autorités

Le Conseil fédéral et le Parlement s'opposent au texte, sans lui opposer de contre-projet direct ou indirect. Ils regrettent l'irréalisme de l'objectif principal qui demanderait une aide

publique conséquente. Conseil national socialiste vaudois et co-président du Groupe socialiste aux Chambres fédérales, Samuel Bendahan reconnaît la légitimité de se poser la question, même si «la solution proposée n'est pas la bonne». Car, soutient-il: «le fait qu'on importe un peu de nos biens agricoles, alors que nous avons peu de surface, n'est pas un problème majeur. On est bien obligé de travailler avec des pays qui ont plus de surfaces que nous, mais de manière correcte et sans fermer les yeux sur les conséquences économiques, humaines et écologiques qui peuvent constituer un désastre social».

■ KLENAM HONKOU

Cadres au chômage: ne gaspillons pas l'expérience!

chômage Elles et ils ont dirigé des équipes, accompagné le changement, innové et créé de la valeur. Pourtant, lorsqu'ils et elles perdent leur emploi, les cadres – en particulier les plus de 50 ans – découvrent un marché du travail qui hésite encore à reconnaître leur expérience.

Face à ce paradoxe, les mesures de réinsertion soutenues par les cantons et le SECO ne sont pas une dépense publique: elles constituent un investissement dans les compétences, la dignité et la cohésion sociale.

Le paradoxe des cadres au chômage

La Suisse affiche l'un des taux de chômage les plus faibles d'Europe. Pourtant, derrière cette moyenne se cache une réalité plus contrastée. En 2025, le taux de chômage s'est établi autour de 2,8%, tandis que le nombre de chômeur-euses de longue durée a fortement progressé, dépassant 16 900 personnes. Les 50 à 64 ans représentent une part importante de cette évolution.

Pour un-e cadre, retrouver un poste ne consiste pas simplement à changer d'employeur-e. Les fonctions sont moins nombreuses, les processus de recrutement plus longs et la concurrence nationale, voire internationale, plus intense. Plus le niveau de responsabilité est élevé, plus la réinsertion peut prendre du temps.

Quand le chômage fragilise l'identité... et la famille

Perdre son emploi lorsqu'on a exercé des responsabilités touche bien davantage que le revenu. C'est souvent une

perte de statut, de réseau, de confiance et parfois même de sens. Pour beaucoup, le travail fait partie de leur identité.

Les conséquences dépassent rapidement la sphère professionnelle. L'incertitude financière, le sentiment de ne plus pouvoir assumer son rôle ou de perdre son utilité sociale peuvent fragiliser le couple, créer des tensions familiales et peser sur les enfants, qui ressentent eux aussi l'inquiétude de leurs parents. À cela s'ajoutent souvent l'isolement, le renoncement à certains projets de vie — comme l'achat d'un logement ou la réalisation d'un projet familial — ainsi qu'une angoisse croissante face à la précarité qui s'installe progressivement.

Chez les seniors, des préjugés persistent encore: coût salarial supposé plus élevé, adaptation au numérique ou proximité de la retraite. Pourtant, ces femmes et ces hommes disposent d'atouts précieux: expérience, stabilité, leadership, capacité d'innovation et transmission des savoirs. Le véritable enjeu n'est donc pas leur employabilité, mais notre capacité collective à reconnaître et valoriser ces compétences.

Réinsérer, c'est investir

C'est précisément pour répondre à ces enjeux que les cantons, avec le soutien du

SECO, financent des mesures de réinsertion destinées à accompagner les demandeuses et demandeurs d'emploi les plus exposés à un chômage de longue durée.

Ces dispositifs ne se limitent pas à améliorer un dossier de candidature. Ils permettent de rompre l'isolement, de retrouver un rythme professionnel, de renforcer la confiance en soi, d'actualiser ses compétences, de développer son réseau et de préparer un retour durable sur le marché du travail. Ils offrent surtout un accompagnement personnalisé qui aide chacun-e à retrouver sa place dans la société et à valoriser pleinement son expérience.

Au-delà des parcours individuels, ces mesures démontrent qu'un accompagnement de qualité constitue un levier efficace, tant pour les personnes concernées que pour les entreprises, qui retrouvent des compétences immédiatement mobilisables, ainsi que pour les finances publiques grâce à une diminution de la durée du chômage.

Un enjeu de cohésion sociale

Dans un contexte de vieillissement de la population active, de transformation rapide des métiers et de pénurie de compétences dans de nombreux secteurs, laisser durablement des cadres expérimentés à

l'écart du marché du travail constitue un non-sens économique autant qu'humain.

Chaque retour à l'emploi représente bien davantage qu'une économie pour l'assurance-chômage: c'est une personne qui retrouve sa dignité professionnelle, une famille qui retrouve une stabilité, une entreprise qui bénéficie d'une expertise immédiatement opérationnelle et une société qui choisit de valoriser l'expérience plutôt que de la considérer comme un coût.

Dans une société confrontée au vieillissement de sa population active et à une pénurie croissante de compétences, la véritable question n'est plus de savoir combien coûte la réinsertion des cadres. Elle est de savoir combien nous coûte collectivement le fait de laisser l'expérience, le savoir-faire et l'engagement de milliers de femmes et d'hommes au bord du chemin.

Ne gaspillons pas l'expérience: elle est l'une des plus grandes richesses de notre pays.

■ DONATO STASI

«Le sport médiatisé est un sacré levier»



ePSL

sport féminin C'est à l'initiative d'Emilie Moeschler que Lausanne a accueilli le Grand Départ Suisse du Tour de France (TdF) féminin le 1^{er} août. La municipale lausannoise explique sa démarche en faveur du sport pour les femmes.

Lorsque le Tour de France hommes a fait étape à Lausanne en 2022, qu'est-ce qui t'a poussée à proposer à Marion Rousse d'y faire venir le TdF femmes?

En 2021, lorsque nous préparions l'Année du vélo autour du Tour de France masculin – ndlr. qui a englobé diverses manifestations et organisations de courses au cours de l'année 2022 – nous avons voulu qu'il y ait aussi des courses pour les femmes. Nous avons ainsi fait le choix d'accueillir le tout premier départ du Tour de Romandie féminin à Lausanne. Nous avons mis sur pied une action de sororité intitulée «Lausanne roule au féminin» pour mettre en avant le cyclisme féminin. Lors de l'arrivée du Tour de France masculin en juillet à Lausanne, j'ai évoqué avec Marion Rousse la possibilité que le Tour de France femmes puisse venir à Lausanne et elle a tout de suite été intéressée.

Le cyclisme féminin part de beaucoup plus loin que d'autres sports individuels

en matière de reconnaissance, de crédibilité et de médiatisation. Est-ce pour toi un symbole de la promotion du sport féminin?

Le Tour de France femmes est un symbole de l'engagement sportif en faveur des femmes. Les organisateurs, les pouvoirs publics, les sponsors et les médias ont un rôle important à jouer pour rendre possibles et visibles les événements. Ce que nous avons entrepris depuis quatre ans porte ses fruits. On constate

«Nous voulons que le sport soit un vecteur d'égalité et de lutte contre les discriminations»

Emilie Moeschler

une augmentation de 48% du nombre de femmes inscrites dans les clubs de la région. Le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes et pour lancer la dynamique autour du Grand Départ Suisse du Tour de France femmes, 260 femmes se sont retrouvées à

vélo au stade de la Pontaise. Nous avons eu une excellente collaboration avec les villes d'Aigle et de Genève et le canton de Vaud autour du vélo.

Le Tour de France, c'est l'élite. Quelles idées as-tu pour le développement du sport féminin populaire?

Le sport d'élite et le sport populaire sont indissociables et doivent se nourrir mutuellement. Des athlètes de haut niveau peuvent être des exemples pour encourager

contre les discriminations, rien n'est jamais acquis.

En quoi la promotion du sport féminin te tient particulièrement à cœur, d'une manière générale et à Lausanne en particulier?

La lutte pour l'égalité est nécessaire dans tous les domaines de la société et le sport en fait partie. En tant que socialiste, nous voulons que tout le monde ait les mêmes opportunités, puisse choisir librement et pratiquer un sport ou une activité physique quel que soit son sexe, son genre, son âge ou son origine. Nous voulons que le sport soit un vecteur d'égalité et de lutte contre les discriminations. C'est d'ailleurs, un engagement que partage beaucoup de nos camarades. À Lausanne, nous avons bien avancé dans la réalisation du plan d'action femmes et sports avec des résultats concrets, c'est très motivant même s'il reste du chemin à faire.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD MOREL

Un trio prêt à relever les défis!

présidence Oriane Sarrasin a été élue début juin à la présidence du PSV. Entourée de deux vice-présidentes, Ludivine Barthélémy et Benoît Gaillard, elle devra faire face à plusieurs défis ces prochains mois. Interview.



De gauche à droite Benoît Gaillard, Oriane Sarrasin et Ludivine Barthélémy ©PSV

Comment se sont passées ces premières semaines en tant que Présidente du PSV?

On est parti-es sur les chapeaux de roue! Jusqu'en octobre 2027 tout va s'enchaîner: nous avons eu le salaire minimum en juin, puis il y aura la votation sur les 12%, les élections cantonales et fédérales l'année prochaine. En parallèle, il y a bien sûr à gérer toutes les activités «standards» d'un parti – donc on peut dire que ces premières semaines ont été denses, mais passionnantes!

Est-ce que tu peux revenir sur ton parcours au sein du PSV?

Fin 2009 j'étais outrée par les campagnes xénophobes de l'UDC. J'avais besoin de faire quelque chose, et j'ai décidé d'adhérer à un parti. Le PS était celui qui me correspondait le plus. Comme je savais que je partirais un moment à l'étranger pour mon travail, j'ai décidé de ne pas m'engager tout de suite. Je l'ai fait en 2016, en devenant conseillère communale, puis en 2022 en étant élue au Grand Conseil.

Tu es maîtresse d'enseignement et de recherche en psychologie sociale à l'UNIL. Comment ces compétences t'aident-elles dans ta fonction de Présidente?

La psychologie sociale, c'est comprendre comment les individus pensent et

agissent. Et surtout, comprendre comment faire pour les faire changer d'avis. On sait notamment que lorsque l'on veut convaincre une personne, on va souvent donner des arguments qui nous parlent à nous, et pas forcément à elle. Tout cela m'aide à imaginer des solutions pour non seulement les campagnes politiques, mais également pour les dynamiques internes et autour du parti (par ex., avec les partenaires).

Tu t'es entourée de Ludivine Barthélémy et Benoît Gaillard pour la vice-présidence. Comment se passe la collaboration? Vous êtes-vous réparties des rôles précis?

Nous avons décidé de travailler les trois ensemble car d'un côté nous sommes complémentaires dans nos parcours, expériences, lieux de vie, etc. D'un autre côté, nous nous ressemblons dans le fait que nous sommes des bosseur et bosseuses, et que nous visons toujours à être un maximum efficaces. La collaboration se passe très bien! Chaque jour me confirme que c'était une excellente idée de se présenter les trois ensemble. Nous commençons à nous répartir certains rôles et sujets, mais il est également important de bien tout comprendre au début.

Le PSV veut reconquérir la majorité au Conseil d'État en 2027. Selon toi, quelles sont les dynamiques fa-

vorables qui nous permettront de regagner ce siège?

Ce qu'a dit Mathias Reynard au congrès d'Aigle m'a beaucoup marquée: une majorité n'est pas un trophée. On la veut car on pense que notre projet politique est ce qui apporte le plus à la population. On voit bien depuis 2022 que la majorité de droite – construite notamment avec une personne sans expérience – n'a pas à cœur le bien-être de toutes et tous, mais avant tout de baisser la charge fiscale des plus riches. La gauche doit clairement montrer que son projet est plus solide!

Quel message souhaites-tu adresser à nos camarades?

On compte sur tout le monde dans l'année qui vient! A court terme, il y a la très préoccupante votation sur les 12%. Baisser les impôts, ça paraît sexy au premier abord. Mais en fait ce n'est qu'une arnaque fiscale! Tout d'abord, le Grand Conseil a déjà acté 7% de baisse sur le revenu, donc ce n'est que 5% - qui bénéficient avant tout aux très hauts revenus. Et sur la fortune, cela ne concerne également que les plus riches. Si le peuple dit oui, ce sera 300 millions qu'il faudra couper dans le budget chaque année en plus des mesures de retour à l'équilibre (plus de 600 millions en tout)!

■ PROPOS RECUEILLIS PAR TAMINA WICKY

«... On y va et on y arrivera», un recueil d'articles d'Ernest-Paul Graber

publication Un ouvrage réunit une centaine d'articles de l'ancien Président socialiste du Conseil National.

Ernest-Paul Graber (1875-1956) est un homme politique socialiste et un journaliste qui a notamment siégé de 1912 à 1943 au Conseil national qu'il a présidé en 1929-1930. De 1903 à 1956, Paul Graber a publié près de 7'000 articles dans les quotidiens socialistes de Suisse romande La Sentinelle et Le Peuple. Il y traite de sujets qui aujourd'hui comme hier font l'actualité: les injustices sociales, la condition des travailleuses et des travailleurs, les inégalités entre

les femmes et les hommes, la montée des populismes, la xénophobie, l'antisémitisme, le pacifisme et le budget militaire. C'est ainsi toute l'histoire de la première moitié du XXe siècle qui défile sous sa plume aiguisée.

Ce livre reproduit en version intégrale une centaine d'articles répartis en dix chapitres et accompagnés d'un appareil de notes qui renseignent sur les personnes et les événements dont traite l'auteur. Il intéressera non seulement les

militants et militantes politiques mais aussi les amateurs et amatrices d'histoire, ainsi que les nostalgiques des grandes joutes journalistiques d'antan.

Paul Graber entretenait des rapports étroits avec les socialistes vaudois. En effet, après sa retraite il s'établit avec son épouse, en octobre 1944, dans la maison de leur fils Pierre – le futur conseiller fédéral – à Lausanne. Là, il continue de militer tout en poursuivant sa collaboration avec La Senti-



Paul-Ernest Graber

nelle où il publie de percutants éditoriaux. Son ultime article dont les derniers mots ont donné son titre à cette anthologie paraît le 27 juillet 1956, trois jours avant son décès à l'Hôpital Nestlé.

■ RAYMOND SPIRA

Les Editions d'en bas nous donnent la possibilité d'acquérir en avant-première cet ouvrage et de le recevoir gratuitement à domicile en Suisse au prix de 30 francs l'exemplaire, port offert. Il suffit d'écrire par courriel à contact@enbas.ch en indiquant le nombre d'exemplaires désirés et votre adresse postale.

FEMINISTA: quand la broderie devient un acte politique

projet artistique Une banderole féministe a été réalisée par les Femmes Socialistes Vaudoises (FSV) et l'artiste Laetitia Pascal.

La broderie est une pratique profondément liée à la transmission. Savoir-faire qui traverse les générations, elle se partage et permet d'exprimer ce qui ne se dit pas avec des mots. Loin d'être uniquement une corvée ménagère, elle constitue également une forme d'expression artistique à part entière et est un lieu de liberté, de création et d'expression personnelle.

En collaboration avec l'Association des Femmes Musulmanes Lausannoises, deux

ateliers ont réunis des femmes membres des FSV ou non pour créer des ponts entre art et politique, sphère intime et revendications.

Cette banderole a été présentée lors de la Grève féministe à Lausanne le 13 juin 2026. Elle sera également exposée dans différents cadres culturels, associatifs et politiques afin de poursuivre ce dialogue entre création artistique, mémoire collective et engagement citoyen.

■ FSV



FSV

Chantal Calpini Moret

portrait Artiste peintre, elle a été élue à la municipalité de Champtauroz en 2020 et, depuis le 1^{er} juillet, assume le rôle de syndique. Son engagement sociétal se retrouve dans ses œuvres.



Chantal Calpini Moret, syndique de Champtauroz, devant une de ses œuvres

Si l'on interrogeait nos camarades du parti, en particulier de l'arc lémanique, combien sauraient où se situe Champtauroz? C'est bien de le savoir puisque ce village de quelque 200 habitant-es, sur les hauts du district Broye-Vully, a vu cette année une socialiste, Chantal Calpini Moret, être élue au poste de syndique.

Valaisanne d'origine, elle a vécu son enfance dans un milieu modeste et ouvrier à Genève puis en Valais. «Mon père était tailleur de pierres et membre de la FOBB, le syndicat du bois et du bâtiment, explique-t-elle. Je me souviens, enfant, avoir porté

le drapeau du syndicat lors du défilé du 1^{er} mai. J'ai une âme sociale depuis toujours.» Ame sociale, âme d'artiste aussi dès son plus jeune âge. «Enfant, je dessinais tout le temps, reprend-elle. Un jour à l'école, nous avons eu une dictée sur le thème de l'automne. Plutôt que d'écrire, j'ai dessiné ce que l'institutrice nous dictait. J'ai eu un 0.»

Les Beaux-Arts à Lausanne

A 15 ans, Chantal Calpini Moret a voulu s'inscrire à l'école des Beaux-Arts à Sion. Mais, ses parents s'y sont opposés et elle a dû se tourner

vers un apprentissage. «De commerce, ce qui m'a finalement été utile plus tard quand j'ai dû trouver des petits jobs à côté de mes études des beaux-arts à Lausanne», précise-t-elle.

Sensible depuis toujours aux problèmes sociaux et environnementaux, Chantal Calpini Moret en a fait la trame de ses œuvres. «J'aime peindre les thématiques qui me tiennent à cœur: la fonte des glaciers, les parcours migratoires, les droits humains, la guerre, le désastre écologique de la mer d'Aral. Mon prochain projet s'articulera sur la fonte des icebergs dans l'Arctique.»

Galeriste pendant 30 ans

Chantal Calpini Moret, artiste peintre depuis plus de 50

ans, a également été galeriste pendant 30 ans dans sa maison de Champtauroz.

«A la fin des années 80, mon mari et moi avons vu passer une annonce dans «24 Heures»: «Ferme à vendre pour bricoleur». Ça nous a fait tilt et nous sommes venus la voir. C'est ainsi que nous sommes arrivés à Champtauroz à la fin de 1989. Un ami m'a fait remarquer que dans le galetas de cette bâtisse, il y avait le volume idéal pour une galerie. Nous l'avons isolé et aménagé et donc est née la Galerie du Tilleul, en référence au magnifique tilleul de notre jardin.»

En 2020, après 30 ans, la nouvelle syndique de Champtauroz a décidé de mettre un terme à son activité de galeriste. Il faut dire que 2020, c'est aussi l'année de son entrée à la municipalité lors d'une élection complémentaire. «L'engagement sociétal a remplacé la galerie, mais pas l'art», relève-t-elle. Et d'ajouter pour expliquer son élection dans ce milieu agricole: «J'étais déjà bien engagée dans la vie du village. J'ai occupé un temps le poste de boursière, puis de secrétaire du Conseil. Et Champtauroz avait la particularité de voter plutôt à gauche. Ce n'est plus tout à fait le cas avec la venue de nouveaux habitants. Mais, point positif, nous

«Face à la droite qui prend trop de place, il faut renforcer le parti»

Chantal Calpini Moret

ans, a également été galeriste pendant 30 ans dans sa maison de Champtauroz. «A la fin des années 80, mon mari et moi avons vu passer une annonce dans «24 Heures»: «Ferme à vendre pour bricoleur». Ça nous a fait tilt et nous sommes venus la voir. C'est ainsi que nous sommes arrivés à Champtauroz à la fin de 1989. Un ami m'a fait remarquer que dans le galetas de cette bâtisse, il y avait le volume idéal pour une galerie. Nous l'avons isolé et aménagé et donc est née la Galerie du Tilleul, en référence

sommes une commune jeune avec pas moins de 50 enfants.»

Chantal Calpini Moret a été réélue en 2021 puis au printemps dernier. Arrivée en tête à égalité avec un nouveau municipal, elle a été promue tacitement syndique. Entretemps, elle a adhéré au PS. «J'ai toujours été de gauche, mais sans être membre du parti. Je me suis décidée il y a deux ans car face à la droite qui commence à prendre trop de place, il faut le renforcer.»

■ BERNARD MOREL